



**COMMUNIQUÉ**  
Paris, le 19/01/2022

## **PRIX DES CARBURANTS : « 40 MILLIONS D'AUTOMOBILISTES » DÉNONCE L'HYPOCRISIE DE BRUNO LEMAIRE, QUI PRÉTEND QU'UNE BAISSÉ DE LA FISCALITÉ REPRÉSENTERAIT UN MANQUE À GAGNER, ALORS QUE L'ÉTAT A ENCAISSÉ PRÈS DE 5 MILLIARDS D'EUROS SUPPLÉMENTAIRES EN 2021.**

Alors que les prix des carburants à la pompe atteignent à nouveau des sommets, le gouvernement d'Emmanuel se trouve à nouveau en première ligne face à la colère des automobilistes français, désarmés par la baisse constante de leur pouvoir d'achat et le mépris des dirigeants politiques à cet égard.

Invité ce mercredi 19 janvier 2022 sur BFM TV et RMC, le ministre de l'Économie Bruno LEMAIRE s'est donc longuement exprimé sur la crise des énergies et sur les solutions envisagées pour en limiter l'impact sur le budget des ménages français. À cette occasion, il a notamment affirmé – comme il l'avait déjà fait en octobre dernier – que la baisse des taxes sur les carburants n'était pas « la meilleure réponse » à la flambée des prix que l'on constate à la pompe depuis plusieurs mois, sans pour autant proposer de solution concrète et de nature à aider efficacement et durable les usagers de la route.

**« 40 millions d'automobilistes » estime que ce refus réitéré de la part du gouvernement de réduire la fiscalité des carburants révèle son manque de volonté d'agir efficacement pour soulager le porte-monnaie des Français. L'association dénonce également l'hypocrisie du ministre de l'Économie, qui continue de prétendre qu'une baisse des taxes représenterait un important manque à gagner pour l'État, alors que celui-ci a engrangé plus de 4,5 milliards d'euros supplémentaires au dernier trimestre 2021 par rapport à l'année 2019 grâce à l'augmentation des prix des carburants.**

**Ainsi, l'association « 40 millions d'automobilistes » milite toujours pour la baisse du taux de TVA sur les carburants routiers de 20 à 5,5%. La pétition mise en ligne en octobre 2021 par l'association pour soutenir cette mesure a déjà recueilli plus de 360 000 signatures.**

Déjà en septembre 2018, « 40 millions d'automobilistes » alertait les pouvoirs publics sur le risque de soulèvement populaire en raison de l'augmentation de la fiscalité énergétique et du renchérissement des prix des carburants ; à peine quelques semaines plus tard, naissait le mouvement des Gilets jaunes. En septembre 2021, l'association renouvelait ses appels à prendre des mesures urgentes de façon à réduire le poids des taxes sur le pouvoir rouler des usagers.

En réponse aux attentes des automobilistes, le Premier ministre Jean CASTEX avait annoncé le versement d'une 'indemnité inflation' d'un montant de 100 € aux Français dont les revenus n'excédaient pas 2 000 € nets par mois. « Mais cette décision déconnectée de toute réalité n'aura éteint que le feu médiatique nourri par la colère des usagers de la route désarmés face à la flambée des prix, sans pour autant leur donner de véritable solution pour affronter la hausse des prix. La preuve, c'est que moins d'un mois après que cette 'prime de fin d'année' a été versée aux premiers Français qui y étaient éligibles, leur situation ne s'est en rien améliorée, parce que les carburants sont toujours plus chers et qu'aucune mesure n'est venu préserver leur pouvoir d'achat », explique Daniel QUÉRO, dirigeant de « 40 millions d'automobilistes ».

Avec plus de 60 % du prix du litre de carburant qui sont constitués de taxes, la France fait partie des pays européens qui exercent la fiscalité la plus lourde sur l'essence et le gazole. « Je rappelle que, de plus, la TVA fait figure de double imposition, puisqu'elle porte à la fois sur le prix du produit, mais aussi sur le prix additionné de la taxe intérieure de consommation. Ce qui rend d'autant plus cyniques les

membres du gouvernement en place lorsqu'ils affirment qu'une baisse de la TVA représenterait un manque à gagner pour l'État, qui engrange ces derniers mois des recettes anormalement élevées. En réalité, il y a donc actuellement un trop perçu de la part de l'État sur les taxes issues de la consommation de carburants, qui n'est pas acceptable pour les consommateurs », révèle Pierre CHASSERAY, délégué général de l'association.

La France fait partie des pays européens qui font payer le plus cher les carburants, en raison des taxes appliquées. Dans la mesure où les carburants sont des produits de première nécessité pour beaucoup de Français, qui ont un besoin essentiel de leur voiture, l'association « 40 millions d'automobilistes » demande au gouvernement d'abaisser la TVA de 20 à 5,5 %. Cela permettrait aux automobilistes d'économiser 18 à 20 centimes d'euros sur le prix du litre de carburant. Une mesure concrète, réalisable et qui apporterait des résultats non négligeables sur le pouvoir d'achat des consommateurs.

Cette proposition a d'ailleurs déjà reçu le soutien de nombreux candidats à la prochaine élection présidentielle, parmi lesquels Nicolas DUPONT-AIGNAN (candidat Debout la France), Anne HIDALGO (candidate PS), Marine LE PEN (candidate RN), Fabien ROUSSEL (candidat PCF) et Éric ZEMMOUR (candidat La Reconquête).



[www.fil-conducteurs.com](http://www.fil-conducteurs.com)



@40MA – 40 millions d'automobilistes  
@PChasseray – délégué général



[www.40millionsdautomobilistes.com](http://www.40millionsdautomobilistes.com)



**À propos de « 40 millions d'automobilistes »** 40 millions d'automobilistes est une association d'intérêt général, porte-parole des automobilistes raisonnables et défenseur de leurs intérêts. Elle est active tant sur le plan national qu'europpéen. Elle intervient dans l'ensemble des débats de fond liés à l'usage de l'automobile face aux grands enjeux sécuritaires et environnementaux, pour adapter et préserver l'automobilité, facteur indispensable à la croissance économique et à la qualité de vie des ménages.  
[www.40millionsdautomobilistes.com](http://www.40millionsdautomobilistes.com)